

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

## Développement durable

### 33 femmes des organisations de TLP-Bénin formées

« Tournons La Page (TLP) », section Bénin a organisé ce lundi 27 Mars 2023 à Cotonou, une table ronde à l'endroit de 33 femmes ... (Page 11)

## Coopération Niger - Togo

### Une commission mixte créée pour les questions de sécurité et de transport

Elle sera entre autres chargée de lutter contre le crime organisé transnational, le terrorisme et les trafics ... (Page 06)

## Effondrement d'une banque américaine

# Silicon Valley en faillite, l'Afrique en détresse !

## Commerce mondial

### L'OMC et Cie préoccupées par la participation des PME africaines

Dans un contexte de relance de l'économie mondiale, l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC) ... (Page 11)

## Secteur bancaire

### Les inscriptions ouvertes pour la 46<sup>ème</sup> promotion du COFEB

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) ... (Page 10)

## Droit international de la concurrence

### Une quinzaine de cadres de l'UEMOA en formation à Cotonou

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a ouvert ce lundi 27 Mars 2023 à Golden Tulip Hôtel à Cotonou, la troisième et quatrième ... (Page 04)

## Infrastructures énergétiques

### La BAD accorde plus de 17 milliards de FCFA au Ghana

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 14 mars 2023 à Abidjan, ... (Page 04)



## Croissance soutenue

(Page 02)

# 'B+' avec Perspective Stable, l'Agence Fitch maintient sa notation au Bénin



GOVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BENIN

INStAD

5<sup>ème</sup> RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DU BÉNIN (RGPH5)

LE RGPH5 POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ÉQUILIBRÉ

LA BANQUE MONDIALE

UNICEF

42 22 22 22

www.rgph5.instad.bj

## Croissance soutenue

**'B+' avec Perspective Stable, l'Agence Fitch maintient sa notation au Bénin**

L'agence internationale de notation financière Fitch a confirmé la note B+ attribuée au Bénin avec perspective stable. C'est une prime à la qualité de la gouvernance économique et de la croissance dans un contexte marqué par différentes crises. L'agence Fitch a reconnu et salué un niveau d'endettement modéré au Bénin, la qualité des réformes et des politiques budgétaires entreprises, toute chose qui témoigne d'une certaine performance du pays.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

368, Avenue Pape Jean Paul II  
01 BP 302 : COTONOU  
Tél : 21 30 10 20 - Fax : 21 30 18 51  
www.finances.bj

**COMMUNIQUE DE PRESSE****L'agence de notation internationale Fitch maintient sa notation du Bénin à 'B+' avec Perspective Stable**

L'agence internationale de notation financière Fitch a confirmé la note de B+ attribuée à la République du Bénin avec perspective stable. Cette décision témoigne de la résilience affichée par le Bénin en 2022 en dépit de la guerre en Ukraine. Fitch salue notamment la dynamique de forte croissance qui s'est poursuivie, le niveau d'endettement modéré du Bénin, ainsi que la qualité des réformes et des politiques budgétaires entreprises.

Fitch anticipe une accélération de la croissance à 6,5% en moyenne en 2023 et 2024, soutenue par la performance solide du secteur agricole et les investissements réalisés dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG). L'agence s'attend également à ce que le développement du complexe industriel de Glo-Djigbé contribue à la croissance économique en stimulant la production industrielle.

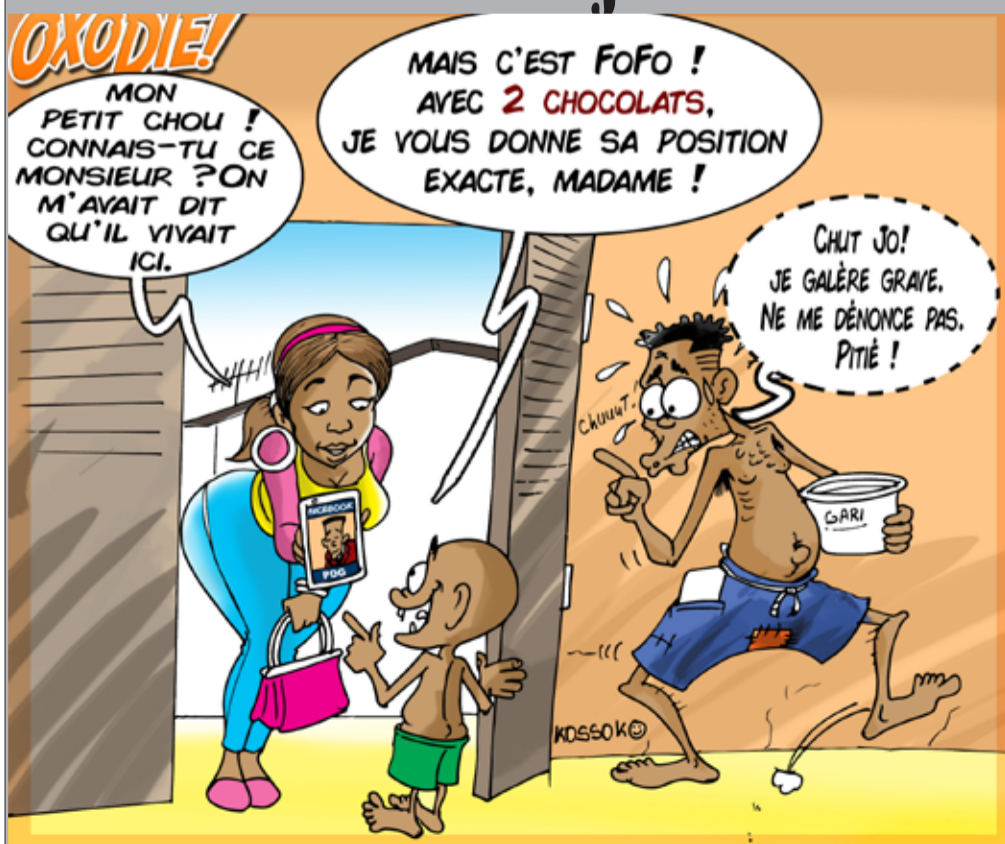
L'augmentation des prix a pu être contenue en 2022 grâce aux subventions introduites par le gouvernement, à la très bonne performance du secteur agricole et aux prix des carburants restés globalement faibles, faisant ressortir l'inflation, à 1,3% en 2022, soit un niveau significativement inférieur à la moyenne de l'UEMOA (7,4%).

Fitch salue également la bonne performance réalisée en matière de mobilisation des recettes intérieures ainsi que la stratégie proactive de gestion de la dette du Bénin. L'agence note une diminution significative de la charge d'intérêts supportée par le Bénin en 2022 grâce aux opérations de reprofilage réalisées par le Bénin.

Enfin, Fitch souligne le support important des institutions multilatérales dont bénéficie le Bénin, permettant l'accès à des financements à des termes très attractifs en dépit de l'environnement global de hausse des taux.

Cette revue succède à la confirmation de la notation du Bénin par Moody's en décembre 2022 ('B1 / Stable').

Fait à Cotonou, le 24 mars 2023

**Cari du jour****AUX DÉCIDEURS...****Africain, malheur de lui-même !**

En 1986, l'essayiste et historien français d'origine malienne Tidiane Diakité publiait : L'Afrique malade d'elle-même. 24 ans plus tôt en 1962, l'agronome français, René Dumont connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste publiait : L'Afrique noire est mal partie. Les deux titres si proches par la sémantique abordent pratiquement la même thématique et aboutissent au même réquisitoire. Les deux auteurs décrivent méthodiquement les handicaps du continent africain, les problèmes de corruption, les conséquences de la décolonisation. René Dumont dresse un constat peu encourageant de l'Afrique sub-saharienne qu'il parcourt et observe. Dans un contexte de décolonisation optimiste, sa voix de théoricien mais aussi d'homme de terrain s'élève à contre-courant des discours et des pratiques des élites issues des indépendances, pour sommer les Africains de reprendre en main leur agriculture en parvenant notamment à établir une culture vivrière locale - et à éradiquer ainsi la faim. L'Afrique noire est mal partie demeure une référence dans les débats sur la suffisance alimentaire en Afrique sub-saharienne. Charlotte Paquet Dumont replace l'œuvre dans son contexte tandis qu'Abdou Diouf et Jean Ziegler, dans les deux préfaces à cette édition, examinent l'analyse de René Dumont dans l'évolution de cinq décennies.

Tidiane Diakité dans L'Afrique malade d'elle-même abonde dans le même esprit en dénonçant les flatteries des pays plus avancés qui ignorent ou feignent d'ignorer certaines réalités. La France à qui un si long commerce de l'Afrique noire aurait dû permettre d'être au fait de certaines réalités intimes du continent africain se complait dans une attitude qu'on ne peut guère qualifier d'attitude de vérité à l'égard de l'Afrique. Cette attitude se résume par des flatteries continuelles ; on parle alors de sérieux dans des pays où il existe tout sauf le sérieux ; on parle de progrès là où le déclin est manifeste ; on qualifie de courageux un peuple qui consacre le plus clair de son temps à danser, à boire et à mendier.

Aujourd'hui encore, en plein 21ème siècle, c'est l'ex DG de la Banque Régionale de Solidarité (BRS) du Burkina Faso qui revient sur la même réalité en dénonçant la mentalité rétrograde des Africains. « Le plus grand défi dans nos entreprises de fabrication n'est pas la puissance ou l'infrastructure, le plus grand défi est d'obtenir un personnel honnête », raconte le banquier. Il comprend aujourd'hui pourquoi les entreprises africaines comme le groupe Dangote embauchent les Indiens alors qu'il y a beaucoup d'Africains au chômage. En fait, l'Africain d'aujourd'hui n'est pas prêt à s'affranchir des idées qui le retardent. En effet dans une entreprise, tous les agents semblent avoir pour mission de voler autant que possible, de gonfler des factures, enregistrant moins que le nombre réel d'unités produites.

Le pire dans tout cela, c'est que toutes les fraudes ne sont pas commises par une seule personne. Ce sont généralement de nombreux membres du personnel qui s'entendent les uns avec les autres, de la production aux ventes, en passant par les finances, même la direction. Il y a de quoi faire changer d'avis à ceux qui faisaient de procès au groupe Dangoté. La situation est devenue si mauvaise à un moment donné que pour ces derniers, les principaux critères pour embaucher du personnel n'étaient plus la compétence ou les certificats, mais l'honnêteté. Au moins, les compétences et les aptitudes peuvent être acquises, mais une fois que vous êtes malhonnête, vous êtes irrécupérable. Nous nous plaignons toujours de l'économie et du fait qu'il n'y a pas d'emplois. Je connais des gens à l'étranger qui auraient adoré créer des entreprises créatrices d'emplois en Afrique, mais ils ne le peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas demander à une personne de confiance de la diriger. Les regrets de Karim Koné.

Jean-Claude KOUAGOU

**Eco secret****Economie : Les banques centrales africaines cheminent vers une monnaie unique**

Dakar a abrité ce jeudi 9 mars, une réunion ordinaire du bureau de l'Association des banques centrales africaines (ABCA). Les travaux portent principalement sur l'évaluation de la mise en œuvre des décisions prises par le conseil des gouverneurs lors de la session du 5 août 2022 tenue à Banjul (Gambie). Parmi elles, la poursuite des discussions vers une union monétaire et une monnaie unique. Présidée par Buah Saidy, gouverneur de la Central Bank of The Gambia, par ailleurs président de l'ABCA, cette réunion sera l'occasion pour les gouverneurs d'examiner notamment le projet de statuts et de structure de l'Institut monétaire africain ...

## Effondrement d'une banque américaine

# Silicon Valley en faillite, l'Afrique en détresse !

Le 10 mars 2023, la Silicon Valley Bank s'est effondrée à la suite de retraits massifs de ses clients la veille. Aussitôt, les autorités américaines ont pris possession de la banque et ont confié sa gestion à l'agence américaine chargée de garantir les dépôts (Federal Deposit Insurance Corp, FDIC). Cette chute de la Silicon Valley Bank aux États-Unis a fait craindre l'irruption d'une nouvelle crise financière mondiale. A ce propos, les avis des spécialistes sont divergents et l'on craint l'effet de contagion en Europe et en Afrique.

● Jean-Claude KOUAGOU

Le secteur de la banque et des finances sous des vannes américaines est en crise depuis le 10 mars 2023. Selon le site d'informations « la finance pour tous », La Silicon Valley Bank, une banque américaine, spécialisée dans le financement de start-up du secteur des nouvelles technologies a fait faillite. Elle était, au début du mois de mars, la 16ème plus grosse banque des États-Unis, en termes d'actifs gérés. La Silicon Valley Bank a fermé ses portes vendredi 10 mars : il s'agit de la plus importante défaillance bancaire aux États-Unis depuis septembre 2008. Pour comprendre les causes de la déconfiture de la Silicon Valley Bank, un retour en arrière chronologique s'impose. Au cours de l'année 2021, profitant d'un fort engouement à la suite de la pandémie de Covid-19, de nombreuses start-up ont réalisé d'importantes levées de fonds. Les dépôts gérés par la Silicon Valley Bank ont alors explosé, passant de 102 à 189 milliards de dollars. Ces liquidités ont, notamment, été investies par la banque en bons du Trésor américain, un placement à priori peu risqué. La hausse des taux d'intérêt, conséquence du resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (FED), menée depuis début 2022, a eu un double effet. D'une part, les conditions de financement des entreprises se sont dégradées. Cela a notamment contraint les start-up à utiliser les liquidités dont elles disposaient en banque. D'autre part, la valeur des obliga-

tions a sensiblement chuté en 2022. Ce phénomène, parfois qualifié de « krach silencieux », s'explique par la corrélation négative entre la valeur des obligations en circulation et les taux d'intérêt. Lorsque ces derniers montent, les investisseurs cèdent leurs « vieilles » obligations pour acquérir de « nouvelles », ce qui provoque une baisse du cours des premières. Dans ce contexte, la Silicon Valley Bank a dû liquider une partie de son portefeuille d'obligations pour faire face aux retraits des start-up. En raison de la baisse de la valeur des obligations, la banque, qui n'était pas protégée contre le risque de remontée des taux, a enregistré une perte de près de 1,8 milliard de dollars et a, dans la foulée, annoncé vouloir procéder à une augmentation de capital de 2,25 milliards de dollars. Cette double annonce a déclenché une panique bancaire : de nombreux clients, ayant perdu confiance dans la banque, ont retiré leurs fonds... ou ont tenté de le faire ! Les autorités américaines ont procédé à la fermeture de la Silicon Valley Bank vendredi 10 mars pour limiter l'hémorragie. Cette situation est imputable à un défaut de régulation aux États-Unis. En effet, toute défaillance d'un établissement financier pose la question de la régulation. Après la crise financière de 2008, des réglementations plus strictes ont été mises en place, tant aux États-Unis qu'en Europe. Certaines de ces règles ont, toutefois, été allégées par l'administration Trump. En particulier, seuls les établissements bancaires disposant d'un bilan d'un montant supérieur



à 250 milliards de dollars font l'objet d'une surveillance stricte. Le seuil était de 50 milliards avant 2017. Avec les règles auparavant en vigueur, le régulateur américain aurait sans doute pu intervenir en amont et ainsi éviter la faillite de la Silicon Valley Bank, dont la taille du bilan était de 212 milliards de dollars fin 2022.

### Réactions des autorités monétaires américaines

Les autorités américaines ont répondu rapidement de manière à renforcer la confiance dans le système bancaire américain et à éviter toute contagion. Après avoir pris le contrôle de Signature Bank, une autre banque en difficultés, dimanche 12 mars, elles ont annoncé plusieurs mesures. Tout d'abord, les dépôts de la Silicon Valley Bank et de Signature Bank seront garantis dans leur intégralité, bien au-delà du plafond de 250.000 dollars, prévu par la législation américaine. Cela concerne plus de 85% des clients de ces deux établissements. L'action de la FED ne constitue pas un bail-out : les actionnaires et détenteurs d'obligations de ces deux banques ne sont pas protégés par les mesures prises. La FED a, par ailleurs, mis en place un nouveau programme, le « Bank Term Funding Program », destiné à fournir des liquidités à des conditions avantageuses aux établissements bancaires. Les banques pourront donc emprunter des fonds en apportant des obligations valorisées à leur valeur nominale (et non à leur valeur de marché). Les mesures prises par les autorités amé-

ricaines visent à éviter tout risque systémique, c'est-à-dire, le risque qu'un événement particulier entraîne, par réactions, en chaîne des effets négatifs considérables sur l'ensemble du système pouvant occasionner une crise générale de son fonctionnement. Enfin, de nombreux observateurs projettent que les principales banques centrales mondiales, comme la FED et la Banque centrale européenne (BCE), pourraient stopper leur politique de remontée des taux d'intérêt dans le cadre de la lutte contre l'inflation, de manière à soutenir les économies.

### Quelles conséquences en Europe ?

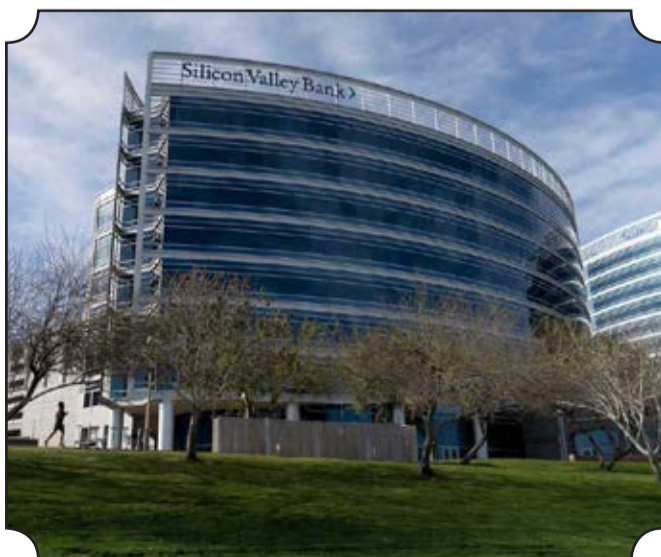
Les dirigeants américains et européens n'ont cessé de se montrer rassurants aussitôt après l'effondrement de la Silicon Valley Bank. Ainsi, selon Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique de France, il n'existe « pas de risque de contagion » et les banques françaises et européennes sont « solides ». Il apparaît, en effet, que les banques du vieux continent opèrent selon un modèle différent de la Silicon Valley Bank. Leurs clients et leurs actifs sont notamment plus diversifiés, ce qui limite le risque de faire face à la même séquence que la Silicon Valley Bank. De plus, il semble n'y avoir que peu de liens directs entre la Silicon Valley Bank et des établissements bancaires européens. La chute de la banque américaine ne devrait donc pas générer de lourdes pertes pour ces dernières. En revanche, les établissements bancaires

européens sont également confrontés à la hausse des taux d'intérêt. Ils pourraient donc être amenés à essayer des pertes s'ils sont contraints de vendre de manière prématurée les obligations qu'ils possèdent et/ou s'ils ne se sont pas suffisamment protégés face au risque de remontée des taux. Cependant, si la chute de la Silicon Valley Bank ne devrait pas avoir de lourdes conséquences sur le système bancaire européen, la situation du Crédit Suisse, l'un des principaux groupes bancaires suisses, inquiète. En effet, le Crédit Suisse a essuyé une perte de près de 7,3 milliards de francs suisses en 2022 et a annoncé, mardi 14 mars, avoir révisé ses comptes pour les années 2019 et 2020 en raison de « faiblesses substantielles dans son contrôle interne ». D'après Crédit Suisse, ces faiblesses ont été corrigées, mais elles devraient entraîner de nouvelles pertes. L'inquiétude s'est amplifiée, mercredi 15 mars, après que la Saudi National Bank, le premier actionnaire de Crédit Suisse, ait affirmé ne pas vouloir investir davantage dans le groupe suisse. Ce qui a jeté le doute sur la capacité de survie de ce dernier. Une défaillance de Crédit Suisse, qui gérait, fin 2022, près de 1.300 milliards de francs suisses d'actifs, selon le rapport annuel de la banque, aurait, sans aucun doute, de graves conséquences pour le système bancaire européen.

### Détresse en Afrique suite à la faillite de la Silicon Valley Bank !

Les déboires de la Silicon Valley, un soutien de l'écosystème des startups, sont également scrutés sur le continent africain. Si les données ne sont pas précises, il est clair que la SVB a une empreinte sur le continent, à travers les dépôts de certaines startups, ou à travers des fonds d'investissement de startups sur le continent africain. A l'annonce de l'effondrement de la banque américaine, les réactions des promoteurs de startups africaines ne se sont pas fait attendre. Le Tanzanien Benjamen Fernandes, à la tête de «

Nala Money » raconte son cauchemar. « Nous avons la majorité de notre argent dans la SVB : Silicon Valley Bank. J'ai tout transféré dans une autre banque. Une heure plus tard, il était impossible de se connecter à SVB. » Le Tanzanien n'était pas le seul à être paniqué. En effet, s'il n'existe pas de données précises, il semble cependant que les startups de pays comme l'Égypte, le Nigeria ou l'Afrique du Sud sont plus concernées. Dans ces pays, l'écosystème des startups y est plus développé. L'usage du dollar plus répandu. Le placement de leurs fonds aux États-Unis, également gage de sécurité pour ces startups face aux fluctuations de leurs monnaies locales. D'autres acteurs s'inquiètent, eux, de répercussions possibles sur le financement des startups en Afrique francophone. Or, ces dernières commencent juste à se positionner face aux géants anglophones du continent. Amadou Sarr à la tête de la Délégation générale à l'Entrepreneuriat rapide au Sénégal, est un spécialiste de la tech. Il craint qu'un amalgame soit rapidement fait entre la volatilité du financement des premières levées de fonds des startups, et le risque de faillite des banques spécialisées. Ce qui découragerait les investissements. L'Ougandais Ham Serunjogi co-fondateur de « Chipper Cash » va dans ce sens. Dans un communiqué, il a pris la défense de la SVB, soulignant l'importance de cette banque dans l'écosystème. Aujourd'hui valorisé à hauteur de 2 milliards de dollars, « Chipper Cash » a cependant peiné à faire ses premières levées de fonds. Seule la SVB a fait confiance à la startup et ainsi permis son lancement, fait-il savoir. Il n'y a pas de catastrophe directe, s'accorde-t-il à dire différents spécialistes du secteur. Cependant, les regards sont désormais tournés vers la FED qui s'est engagée à prêter les fonds. Mais dans quel délai ces fonds seront-ils libérés ? Car, si les startups peuvent fonctionner sur le court terme, elles risquent d'avoir des problèmes de liquidité, si l'argent reste longtemps bloqué.



Infrastructures énergétiques

La BAD accorde plus de 17 milliards de FCFA au Ghana

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé, le 14 mars 2023 à Abidjan, un don de 28,49 millions de dollars américains pour la construction des infrastructures d'énergies renouvelables au Ghana. Ce qui va augmenter de 10 % l'utilisation de ces énergies d'ici 2030.



● F.V.

Pour rester fidèle à son programme « New Deal pour l'énergie en Afrique », la Banque africaine de développement (BAD) s'investit aux côtés des Etats membres. Cette dernière approbation du Conseil d'administration porte le coût total du projet à 85,18 millions de dollars. Le Fonds africain de développement, le guichet de prêts concessionnels du Groupe de la Banque, a apporté 27,39 millions de dollars. Le secrétariat d'Etat à l'Economie de la Suisse et le gouvernement du Ghana ont contribué pour 13,30 millions de dollars et 16 millions de

dollars respectivement. Le projet consiste à réaliser la conception, l'ingénierie, la fourniture, la construction, l'installation, les essais et la mise en service de systèmes d'énergie renouvelable pour les communautés insulaires de la région du lac Volta. Il devrait contribuer à combler les écarts entre les genres au niveau des résultats en créant 2 865 emplois et moyens de subsistance équitables, dont 30 % seront destinés aux femmes et aux jeunes. Le financement, qui proviendra du Programme de développement des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu du Fonds d'investissement climatique, vise à soutenir la construction

de mini-réseaux, de systèmes d'énergies solaires photovoltaïques autonomes et l'installation de batteries solaires pour le stockage de l'excédent d'énergie, une pratique connue sous le nom de facturation nette (net metering, en anglais). Dans le cadre de son « New Deal pour l'énergie en Afrique », la Banque africaine de développement cherche à promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le continent et à éclairer et alimenter l'Afrique en énergie dans le cadre de ses objectifs prioritaires appelés « High 5 » pour renforcer le développement socio-économique du continent.

Droit international de la concurrence

Une quinzaine de cadres de l'UEMOA en formation à Cotonou

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), a ouvert ce lundi 27 Mars 2023 à Golden Tulip Hôtel à Cotonou, la troisième et quatrième session de formation sur les règles de concurrence au profit des cadres de l'Union. Il s'agit d'un programme de formation diplômante pour l'obtention du Certificat d'Etude avancée en droit international de la concurrence et programme de conformité.

● Falco VIGNON

Cette formation, qui est à son avant-dernière phase, a pour ambition de former les cadres de l'Union, spécialisés dans l'administration des règles de concurrence, au droit de la concurrence dans toutes ses composantes, de façon à leur permettre d'en maîtriser toutes les subtilités. D'après le représentant résident de l'UEMOA au Bénin, Yawovi Batchassi, il s'avère nécessaire d'œuvrer pour une application adéquate des textes sur la concurrence et de développer la coopération entre les structures en charge de leur mise en œuvre. A l'en croire, le traité de l'UEMOA à travers les articles 89 et 90, a consacré les règles communes de concurrence qui gouvernent par essence la compétition économique entre les acteurs présents sur les marchés. A ses



dières, ces règles posent une certaine discipline aux Etats membres. « La mise en œuvre réussie de notre politique de la concurrence implique que les normes communautaires soient suffisamment vulgarisées et parfaitement comprises par tous les acteurs à savoir : l'administration, le secteur privé, mais aussi, la société civile », a-t-il indiqué. Pour sa part, le Conseiller technique à la formalisation des entreprises du ministre de

l'Industrie et du Commerce du Bénin, Eric Tabé Gbiana, dans son allocution d'ouverture, rappelé aux experts présents que l'application des règles communes de concurrence fait partie des piliers de la construction du marché. Selon lui, cette formation vise à renforcer les compétences des cadres de la communauté pour assurer une appropriation réussie du cadre législatif. « L'Union a besoin de ressources humaines de qualité pour la mise en œuvre de ces règles au niveau des organes régionaux et au niveau des structures nationales de concurrence », a-t-il déclaré. Notons que ce programme de formation est conçu en partenariat avec le Centre de droit international et de commerce, et la Haute école de gestion et des sciences appliquées de Zurich.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source

## AVIS DE CONSULTATION

Dans le but d'actualiser son répertoire de fournisseurs et prestataires de services, la BSIC BENIN SA lance une consultation afin de permettre aux prestataires qui désirent collaborer avec elle à partir du 1er juin 2023, d'introduire un dossier de candidature sous plis fermé au niveau de la Direction Générale de la banque sise au carrefour des 3 banques. BSIC BENIN SA rappelle aux prestataires et fournisseurs qui travaillent déjà avec elle qu'ils ne sont pas dispensés de cette formalité, et qu'ils devront produire les mêmes dossiers afin de renouveler leur agrément.

**Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces ci-après :**

- Une lettre de demande d'agrément ;
- Une copie du registre du commerce ;
- Une copie de l'attestation d'IFU ;
- La liste des principaux responsables de l'entreprise ainsi que leurs contacts (fixe, portable, fax, email) ;
- L'adresse géographique et le plan de localisation du siège de l'entreprise ;
- Les références professionnelles ;

**NB :** Nous vous prions d'inscrire sur votre enveloppe la mention suivante :

« Demande d'agrément pour inscription au répertoire des fournisseurs et prestataires de la BSIC BENIN SA ».

Le domaine de compétence dans lequel votre structure est spécialisée sera indiqué sur l'enveloppe. Si vous intervenez dans plusieurs domaines,

constituez un dossier pour chacun d'eux. Le nombre de dossier n'excèdera, cependant en aucun cas, trois (3) par entreprise.

**Les documents constitutifs de l'offre doivent être contenus dans une enveloppe fermée portant la mention « Demande d'agrément pour inscription sur la liste des fournisseurs et prestataires de la BSIC BENIN SA ».**

Les domaines d'activités concernés par la présente consultation sont les suivants :

1. Cabinet RH / Formation / Gestion d'intérim
2. Huissiers / signification des actes (domiciliation de paiement)
3. Fourniture, installation et maintenance de climatiseurs, splits, fontaines d'eau
4. Fourniture, installation et maintenance de groupes électrogènes
5. Fourniture, installation et maintenance du système de sécurité / incendie / alarme / intrusion
6. Réalisation et pose d'enseignes lumineuses, de luminaires et panneaux de signalisation
7. Travaux de câblages réseaux et informatiques
8. Fourniture, installation et maintenance d'onduleurs / régulateurs
9. Fourniture et maintenance de matériels informatiques
10. Prestation de service de gardiennage et de sécurité
11. Fourniture d'équipement bureautique : copieurs, fax, calculatrices, scanners, imprimantes,

etc...

12. Fourniture de bureaux
13. Fourniture de consommables informatiques
14. Fourniture et maintenance de machines de caisse et accessoires : (horodateurs, gaufreuses, compteuses de billets, détecteurs de faux billets, cerceuses de billets, etc. ...)
15. Fourniture de mobiliers de bureaux
16. Marketing, communication et publicité
17. Travaux d'imprimerie / sérigraphie
18. Confection / vente d'étrennes et cadeaux d'entreprise
1. Fourniture d'accès Internet
9. Télécommunications : liaison V-SAT ; BLR, LS
20. Entretien et nettoyage de bâtiments
21. Agence de voyage

**Les dossiers de soumission doivent être constitués par type d'activités. Les entreprises qui seront agréées au terme de la présente procédure pourront être consultées pour les différents marchés de fourniture de biens et de services ou dans le cadre des appels d'offres restreints.**

**NB :** La date limite de dépôt des dossiers est fixée au mercredi 15 Avril 2023 à 17 heures précises auprès du Service Administration Moyens Généraux à la Direction Générale de BSIC BENIN SA. La banque se réserve le droit de ne pas donner une suite au présent avis de consultation.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMENGA - 01 BP 3802 Abidjan  
Téléphone : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN  
détachée Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2983 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

### COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

#### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

##### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation :** Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

### Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Épargne

### Pourquoi l'inflation incite les Français à faire des placements plus « risqués »

La forte poussée de l'inflation en 2022 (5,2 % en France) et la remontée rapide des taux d'intérêt a très nettement renforcé l'intérêt des Français pour les questions touchant à l'épargne. Elle a également introduit quelques nouvelles tendances fortes sur leur manière de gérer leur argent et de prévoir leur retraite. ici. Le 21<sup>e</sup> baromètre Ipsos réalisé pour le Cercle des Épargnants sur « les Français, l'épargne et la retraite » montre ainsi que, désormais, un Français sur deux se dit « intéressé par les sujets d'épargne et produits financiers » alors qu'ils n'étaient que deux sur cinq il y a trois ans. De fait, alors que l'inflation est au plus haut depuis trente ans, deux Français sur trois estiment que leur pouvoir d'achat a diminué en 2022. L'intérêt porté au sujet de l'épargne et des placements financiers - Le Cercle des Épargnants / Ipsos (février 2023). Cela les conduit naturellement à rechercher les placements offrant des rendements plus importants, quitte à ne pas pouvoir toucher à leur épargne à court terme, dans le but de la protéger au maximum. C'est l'une des principales ruptures observées l'an dernier, avec le fort engouement pour le Livret A qui reste, selon l'enquête le placement préféré des Français : 37 % d'entre eux le classent comme meilleur produit d'épargne (en hausse de 7 points par rapport à 2021) ce qui est en ligne avec la remontée rapide des taux d'intérêt offerts par ce produit, passés de 1 % début 2022 à 3 % un an plus tard. Les meilleurs produits d'épargne - Le Cercle des Épargnants / Ipsos (février 2023). Si cet engouement est logique, il trouve cependant une limite puisque ces livrets sont généralement plafonnés, à 22.950 euros pour les particuliers pour le livret A par exemple, hors calcul des intérêts capitalisés. Le baromètre montre égale-



ment que les Français sont de plus en plus nombreux à envisager une plus grande prise de risque sur les marchés (32 % + 6 points en un an).

#### Choisir entre placer « sûr » et placer « rentable » - Le Cercle des Épargnants / Ipsos (février 2023)

On pense alors immédiatement aux produits d'actions qui offrent généralement sur le long terme un rendement supérieur aux comptes sur livret par exemple. C'est donc probablement une bonne idée pour la constitution d'un patrimoine en vue de la retraite. Mais attention, l'actualité récente a aussi montré que les particuliers pouvaient être séduits par des actifs bien plus risqués comme les cryptomonnaies ou certaines stratégies très agressives sur le marché des changes. Ces placements peuvent offrir des rendements impressionnants à court terme et donner l'illusion d'un gain de pouvoir d'achat important. Cependant, ils n'ont certainement pas encore démontré leur efficacité pour une épargne de long terme. De manière plus problématique, ce type de placement peut exposer l'épargnant à des arnaques aux conséquences funestes pour son patrimoine. L'Autorité des marchés financiers (AMF) alerte d'ailleurs très régulièrement sur ce point mais malgré cela des épargnants crédules restent souvent victimes de ces fraudes.

#### L'investissement responsable délaissé

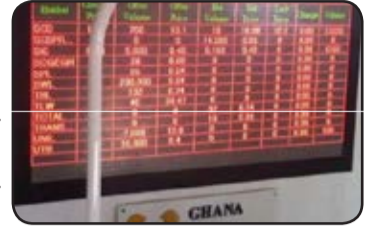
En contrepartie de cette recherche de rendement, les Français se détournent des produits d'investissement socialement responsable (ISR) lorsque ceux-ci sont perçus comme moins rémunérateurs. Ce mouvement en défaveur des produits financiers « verts » fait écho à ce qui est observé dans d'autres secteurs de l'activité économique : par exemple, les chaînes de la grande distribution alertent depuis plusieurs mois sur la perte de part de marché des produits bio par rapport aux produits classiques. S'agissant de la retraite, enfin, la meilleure solution à mettre en place « pour assurer la viabilité du système de retraite en France » consiste, selon 54 % des Français à développer les fonds de pension. Cette tendance est très nette depuis deux ans, signe d'une inquiétude grandissante sur la capacité du seul système par répartition à garantir des revenus décents aux futurs retraités. Les actions à mettre en place pour assurer la viabilité du système de retraite en France - Le Cercle des Épargnants / Ipsos (février 2023). Au total, on voit que l'inflation affecte directement les modes de consommation du grand public mais aussi ses stratégies de placement, avec des conséquences potentielles importantes pour son patrimoine et donc pour l'économie en général.

20 Minutes

## Finance

### Le Ghana va créer localement un fonds négocié en bourse adossé à l'or

Un fonds négocié en bourse a la même composition qu'un indice boursier et ses parts peuvent être achetées comme des actions. Quand il est adossé à l'or, un tel fonds peut offrir une exposition au métal jaune ou aux compagnies qui l'exploitent. Le Ghana est le premier producteur africain d'or. Le Fonds minier du Ghana, Minerals Income Investment Fund (MIIF), a annoncé le 23 mars la signature d'un protocole d'accord avec la bourse locale, Ghana Stock Exchange (GSE). Il porte notamment sur la création d'un fonds négocié en bourse (ETF) adossé à l'or et destiné à valoriser les petits exploitants miniers. Le MIIF développera à cet effet un programme d'exploitation minière durable pour les mineurs artisanaux et à petite échelle (ASM) qui fournira l'or certifié destiné à un tel ETF. De son côté, la bourse du Ghana apportera son assistance technique pour la mise en place de l'ETF. La réussite du projet pourrait ouvrir la voie à la création d'autres ETF adossés à des minéraux autres que l'or. Pour rappel, le Ghana est le premier producteur africain d'or, avec des exportations de plus de 3 millions d'onces troy en 2022 d'après sa Banque centrale. La création d'un ETF au niveau de la bourse locale est la dernière d'une série de mesures destinées à accroître le rôle que joue le métal jaune au sein de l'économie. Fin 2022, le vice-président Mahamudu Bawumia a ainsi indiqué que 20 % de la production d'or des différents producteurs du pays sera rachetée par le gouvernement afin de sauvegarder les réserves de change en payant certaines charges de l'État en lingots d'or. Le gouvernement veut également traiter localement une partie de l'or extrait et a conclu un partenariat avec des investisseurs indiens pour construire une raffinerie.



## Coopération Niger - Togo

### Une commission mixte créée pour les questions de sécurité et de transport



Elle sera entre autres chargée de lutter contre le crime organisé transnational, le terrorisme et les trafics illicites, des fléaux auxquels font face les deux pays. Lors de la visite de travail de 48 heures du président nigérien Mohamed Bazoum à Lomé, la mise en place d'une commission mixte de coopération Niger-Togo a été décidée pour renforcer les relations des deux pays dans les domaines du transport et de la

sécurité. La première session du comité est prévue pour le dernier trimestre 2023 dans la capitale togolaise. Dans le cadre de son opérationnalisation, les ministres en charge des transports, du commerce et des finances des deux pays tiendront une première rencontre en avril au Niger. Ils examineront les questions liées au fret sur le corridor Lomé-Niamey. Cette rencontre sera suivie de celle des ministres de la Sécurité et de la Défense qui partageront leurs expériences en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Par la mise en place de cette commission, les deux pays s'engagent « à œuvrer ensemble à la facilitation de la libre circulation des personnes et des biens au sein de la CEDEAO et à la pleine réalisation des objectifs visés par la création de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine », relaie TogoFirst.

## Nigeria

### Le régulateur recommande aux opérateurs télécoms de passer aux énergies renouvelables

Au Nigeria, les télécommunications sont l'un des secteurs qui consomment le plus d'énergie électrique. Alors que le changement climatique s'accélère, le régulateur télécoms veut introduire des sources d'énergie renouvelable afin de réduire l'impact sur l'environnement. La Nigerian communications commission (NCC) a appelé les opérateurs de réseaux mobiles à passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. L'initiative devrait non seulement permettre de réduire les coûts des services, mais également de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Selon Umar Danbatta, vice-président exécutif de la NCC, les opérateurs télécoms doivent mettre en place un réseau moderne et plus efficace sur le plan énergétique. « Cela inclut l'utilisation de cellules solaires, d'électricité sans fil ou d'un système hybride pour remplacer les équipements plus énergivores, ce qui entraînera une réduction des dépenses d'investissement (CAPEX), les dépenses opérationnelles (OPEX) et, par conséquent, une réduction des coûts de service pour les consommateurs », a-t-il ajouté. Cette initiative intervient alors que de plus en plus d'opérateurs mobiles à travers le monde s'engagent en faveur de la réduction de leur empreinte carbone dans un contexte marqué par l'accélération du changement climatique. Dans son « 2022 Mobile Net Zero Report », l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) indique que 49 opérateurs représentant 62 % du secteur en matière de revenus se sont désormais engagés à réduire rapidement les émissions au cours de la prochaine décennie. Rappelons que les opérateurs télécoms nigériens sont souvent confrontés à des crises énergétiques marquées par les pannes répétitives du réseau électrique national ainsi que la pénurie du diesel et la flambée des prix. Ce qui augmente les coûts d'exploitation des entreprises télécoms.



Ecofin du 27 Mars 2023

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 27 mars 2023

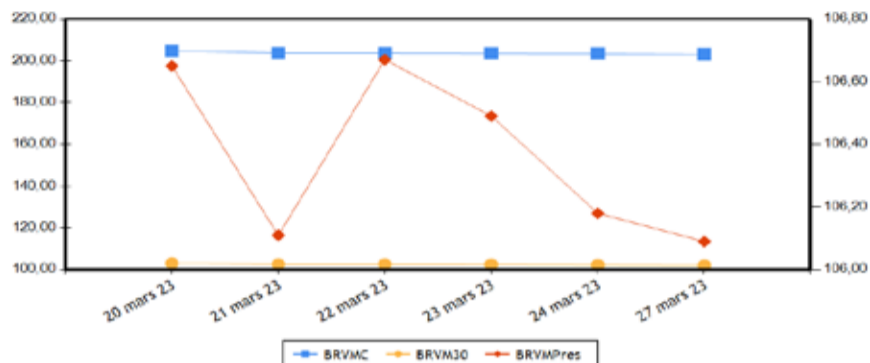
N° 61

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>203,03</b>
Variation Jour	-0,17 %
Variation annuelle	-0,09 %

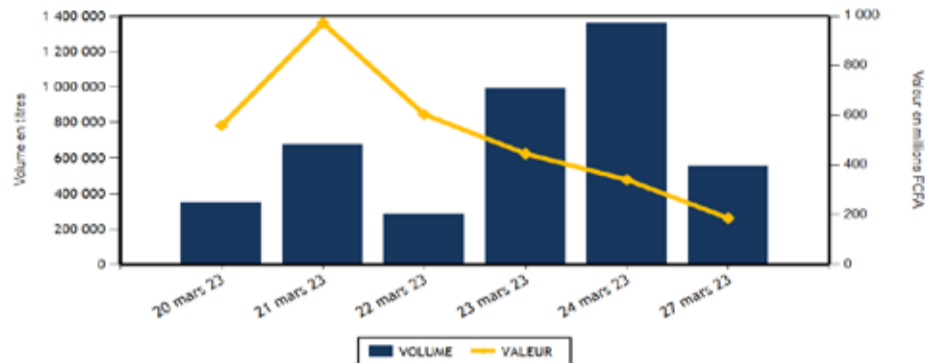
<b>BRVM 30</b>	<b>102,02</b>
Variation Jour	-0,23 %
Variation annuelle	2,02 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>106,09</b>
Variation Jour	-0,08 %
Variation annuelle	6,09 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 553 107 519 545	-0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	553 270	-59,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	186 132 715	-44,11 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	8	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	19	-5,00 %
Nombre de titres inchangés	17	30,77 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 099 680 299 505	0,00 %
Volume échangé	108	-87,54 %
Valeur transigée (FCFA)	1 035 556	-88,11 %
Nombre de titres transigés	2	-75,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 265	4,14 %	-7,55 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 225	2,08 %	-23,44 %
UNIWAX CI (UNXC)	775	0,65 %	0,65 %
SMB CI (SMB)	7 620	0,46 %	12,06 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 300	0,39 %	0,39 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 845	-7,29 %	-7,75 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	805	-4,17 %	-13,44 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 000	-3,23 %	-6,10 %
SICABLE CI (CABC)	1 000	-1,48 %	-14,53 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	790	-1,25 %	5,33 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,09	-0,08 %	6,09 %	520 202	92 889 720	6,18
BRVM-PRINCIPAL	36	96,15	-0,27 %	-3,85 %	33 068	93 242 995	9,30

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,08	0,08 %	-5,89 %	3 897	21 608 235	8,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,31	0,01 %	-1,00 %	6 585	64 385 765	9,01
BRVM - FINANCES	15	77,22	-0,12 %	2,26 %	520 724	63 063 005	6,62
BRVM - TRANSPORT	2	356,02	0,00 %	4,19 %	1 560	2 180 490	5,68
BRVM - AGRICULTURE	5	285,70	-0,13 %	0,75 %	8 930	12 506 360	5,50
BRVM - DISTRIBUTION	7	359,10	-2,09 %	0,16 %	9 774	20 498 860	25,00
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	0,00 %	10,53 %	1 800	1 890 000	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,83
Taux de rendement moyen du marché	7,51
Taux de rentabilité moyen du marché	7,76
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	538 404,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 058 249 106,99

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	18,68
Ratio moyen de satisfaction	22,64
Ratio moyen de tendance	121,20
Ratio moyen de couverture	82,51
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	6,87
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@sgi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	6EME
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

Mars 2023
<b>Mercredi 1 Mars 2023</b>
<b>Lundi 5 Mars 2023</b>
<b>Jeudi 9 Mars 2023</b>
<b>Lundi 13 Mars 2023</b>
<b>Vendredi 17 Mars 2023</b>
<b>Mardi 21 Mars 2023</b>
<b>Samedi 25 Mars 2023</b>
<b>Mercredi 29 Mars 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 28/03/ 2023

**Cours des matières Premières du Mardi 28 Mars 2023**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » du Mardi 28 Mars 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Departements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
	Borgou	Gogounou	Gogounou
Collines	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
	Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi
Donga	Savè	Savè	lundi
	Tchetti	Tchetti	lundi
	Glazoué	Glazoué	mercredi
	Lahotan	Lahotan	mercredi
	Bénin	Bénin	jeudi
Tokotoko	Tokotoko	lundi	



# Prix du litre d'essence dans les pays africains en 2023:

1.Libye : 19,01 FCFA	14.Sao Tomé et Principe : 642,44 FCFA	26.Namibie : 754,54 FCFA	37.Guinée : 855,50 FCFA
2.Angola : 195,35 FCFA	15.Benin : 650 FCFA	27. Guinée-Bissau : 760 FCFA	38.Mali : 881,72 FCFA
3.Algérie : 205,19 FCFA	16.Ethiopie : 654,24 FCFA	28.Afrique du sud : 761,38 FCFA	39.Sénégal : 890,90 FCFA
4.Egypte : 267,47 FCFA	17.Soudan : 659,49 FCFA	29.Côte d'ivoire : 775 FCFA	40.Kenya : 892,21 FCFA
5.Nigeria : 278,61 FCFA	18.Mauritanie : 681,77 FCFA	30.Ghana : 780,11 FCFA	41.Djibouti : 898,11 FCFA
6.Tunisie : 499,59 FCFA	19.Sierra Leone : 685,71 FCFA	31.Lesotho : 780,11	42.Zambie : 899,53 FCFA
7.Tchad : 518,54 FCFA	20.Togo : 700,79 FCFA	32.Madagascar : 812,23 FCFA	43.Rwanda : 909,25 FCFA
8.Niger : 557,22 FCFA	21.Botswana : 705,37 FCFA	33.Cap-vert : 826,65 FCFA	44.Burundi : 963,66 FCFA
9.Gambie : 590 FCFA	22.Tanzanie : 744,71 FCFA	34.Mozambique : 837,14 FCFA	45.Seychelles : 994,47 FCFA
10.Gabon : 605 FCFA	23.Libéria : 734,87 FCFA	35.Maroc : 844,35 FCFA	46.Ouganda : 1022,01 FCFA
19. Zimbabwe : 624,82 FCFA	24.Comores : 750 FCFA	36.RDC : 853,53 FCFA	47.Maurice : 1035,12 FCFA
11.Congo : 625 FCFA	25.Burkina Faso : 750 FCFA		48.Malawi : 1048,23 FCFA
12.Cameroun : 630 FCFA			49.Érythrée : 1311,10 FCFA
13.Somalie : 635,89 FCFA			50.République centrafricaine : 1.500 FCFA

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkodji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistebenin.com

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**  
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**  
Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

**Secrétaire de rédaction**  
Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOUINDJI  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant Ouémé Plateau)  
**Mouhamed Bouhari SAÏDOU**  
(Br. Borgou/Alibori)

**Rock AMADJI**  
(Correspondant Zou-Collines)

**Emmanuel AKAKPO**  
(Br Atacora-Donga)

**Issa SIKITI DA SILVA**  
(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

**Franck Vial, correspondant France**  
de l'Economiste du Bénin

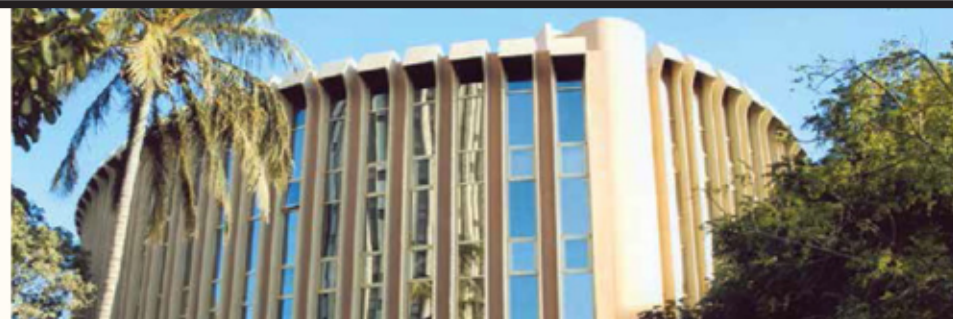
Tel +330671790990  
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**  
Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**  
Giséle NOUDAÏKPON  
(62323855)



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



## APPEL A CANDIDATURES POUR LE CYCLE DIPLÔMANT DU COFEB LA BCEAO ACCORDE 40 BOURSES

Le Centre Ouest Africain de Formation et d'Etudes Bancaires (COFEB) est le Centre de formation créé par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue d'assurer le développement de ses ressources humaines et de contribuer au renforcement des capacités des cadres des administrations économiques et financières, des banques et établissements financiers ainsi que des systèmes financiers décentralisés des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). La formation du Centre est également ouverte aux agents de structures communautaires et des institutions financières régionales.

Le COFEB accueille également des agents des banques centrales

africaines, dans le cadre des relations de partenariat que la BCEAO entretient avec ces institutions.

Le Centre accepte toutefois, à titre exceptionnel, des dossiers de candidats privés provenant des secteurs de l'économie et de la finance, de Centres de recherches, de Bureaux d'études installés dans l'UEMOA et qui remplissent les mêmes conditions.

Soucieux d'offrir une formation de qualité conforme aux normes et standards internationaux, le COFEB a mis en place un programme sanctionné par le Diplôme de Master II en Finances et Gestion Bancaire. Il comporte neuf (9) mois d'enseignements théoriques au Siège de la BCEAO à Dakar et quatre (4) mois de stage d'application hors du Centre sanctionné par un mémoire à soutenir devant un jury.

### CONDITIONS D'ELIGIBILITE

L'acceptation du dossier de candidature est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- être âgé de quarante (40) ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- être un agent d'une administration économique et financière, d'un établissement de crédit ou d'un système financier décentralisé d'un Etat membre de l'UEMOA ;
- être un agent d'une banque centrale africaine partenaire ;
- être titulaire d'une maîtrise ou d'un Master I ou II en sciences juridiques ou politiques, économiques ou en gestion, d'un diplôme d'ingénieur statisticien-économiste, d'un diplôme de niveau BAC+4 en sciences juridiques ou politiques, économiques ou de gestion admis en équivalence de la maîtrise et reconnu par le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) ou justifier les soixante (60) crédits de la première année d'un Master (M1) en sciences juridiques et politiques, économiques ou de gestion ;
- justifier d'au moins deux (2) années d'expérience professionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Les candidats doivent, en outre, passer un **test de niveau** visant à évaluer leurs connaissances de base et garantir un bon suivi des enseignements. A la suite de ce test, la liste définitive des candidats retenus pour suivre la formation est communiquée à leur organisme d'origine puis publiée sur le site internet du COFEB.

Ce test porte sur des épreuves de comptabilité générale, de monnaie et crédit, de microéconomie, de macroéconomie et de mathématiques financières du programme de Maîtrise en Economie.

### FINANCEMENT DE LA FORMATION

Les frais de la formation sont pris en charge par la BCEAO qui, en plus, accorde des bourses d'études aux cinq (5) premiers candidats de chaque Etat membre de l'UEMOA déclarés admis et ayant obtenu le plus de points sur les critères de sélection, ci-après, approuvés par le Comité Scientifique du COFEB :

- la note obtenue au test de niveau ;
- l'âge (bonus pour les plus jeunes) ;
- le genre (bonus pour les femmes) ;
- l'expérience professionnelle et le diplôme présenté.

Les lauréats, qui ne bénéficient pas de la bourse BCEAO, peuvent solliciter la prise en charge de leur formation par leur organisme d'origine ou par d'autres structures.

### DEPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les soumissions de candidature se font en ligne en accédant au lien ci-après : <https://cofeb.bceao.int/formulaire-de-candidature>

Les pièces suivantes, constitutives du dossier de candidature, doivent être jointes au formulaire de candidature en ligne (scannées) :

- un extrait de l'acte de naissance ou du jugement supplétif d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme du diplôme ;
- un certificat de visite et de contre visite médicale datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation de travail justifiant deux (2) années d'expérience professionnelle au moins au 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- la lettre d'engagement de l'employeur renseignée et signée par le supérieur hiérarchique habilité.

La brochure sur le cycle diplômant ainsi que la lettre d'engagement de l'employeur, sont téléchargeables sur le site internet du COFEB à l'adresse suivante : (<https://cofeb.bceao.int/>), onglets « Formations » - « Formation diplômante ».

### LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE EST FIXÉE AU 28 AVRIL 2023.

La liste des candidats retenus ainsi que la date du test de niveau seront publiées sur le site internet du COFEB et communiquées aux intéressés.

Le COFEB, peut demander à tout moment aux candidats pré-sélectionnés de fournir les originaux des pièces citées ci-dessus, afin de vérifier leur authenticité.

### LES CANDIDATURES FÉMININES SONT FORTEMENT ENCOURAGÉES.

Des points de bonus leurs sont accordés lors de l'attribution des bourses afin de favoriser leur représentation.

**Pour tout renseignement complémentaire, les personnes intéressées sont invitées à consulter le site internet du COFEB ou s'adresser :**

- à la Direction Nationale de la BCEAO dans l'un des Etats de l'UEMOA ;
- au COFEB :

- par téléphone : (+221) 33 839 05 00 ;

- par courrier électronique aux adresses : [courrier.zdepfor@bceao.int](mailto:courrier.zdepfor@bceao.int) ; [formation-cofeb@bceao.int](mailto:formation-cofeb@bceao.int) ;

- par courrier ordinaire : à l'attention de Monsieur le Directeur des Enseignements et des Programmes de Formation (DEPFOR)

BP 3108 Dakar – Sénégal.

<https://cofeb.bceao.int>

## Commerce mondial

## L'OMC et Cie préoccupées par la participation des PME africaines

Dans un contexte de relance de l'économie mondiale, l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC) s'intéresse à une réelle participation des petits commerçants africains aux échanges commerciaux mondiaux. A l'occasion de l'atelier qui s'est tenu à Kigali (Rwanda) le 22 mars 2023 sur le financement du commerce, la Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala a appelé à démanteler les obstacles obstruant la pleine participation desdits acteurs.



● Sylvestre TCHOMAKOU

A l'évidence de ce que le financement du commerce est vital pour les petites entreprises africaines afin de rehausser leur contribution à la croissance des économies africaines, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) appelle ses partenaires à travailler ensemble pour lever les obstacles empêchant la pleine participation des petits négociants africains dans les échanges commerciaux. A l'atelier qui a réuni de petits importateurs et exportateurs, et leurs associations au Rwanda, ainsi que des formateurs de l'OMC, de la SFI et de la Banque africaine d'import-export, la DG de l'organisation, Ngozi Okonjo-Iweala n'a pas manqué de souligner l'importance du financement du commerce pour stimuler les échanges en Afrique : « L'accès au financement est essentiel pour la compétitivité d'une entreprise sur les marchés internationaux. » Soulignant l'important déficit de financement pour les petits négociants en

Afrique, Ngozi Okonjo-Iweala a appelé l'attention sur les principales conclusions de l'étude conjointe OMC-SFI publiée en 2022 sur la problématique dans les quatre plus grandes économies de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Sénégal. Il en ressort que si les pays de la CEDEAO portaient la part des échanges soutenus par le financement du commerce au niveau de la moyenne africaine (40%), ils pourraient obtenir chaque année 8% de flux commerciaux additionnels, pour un total de 140 milliards d'USD en une décennie. Selon l'enquête sur le financement du commerce de la Banque africaine de développement, chaque année des demandes représentant quelque 80 milliards d'USD sont rejetées sur le continent.

#### La SFI et l'OMC, même objectif

Comme la DG de l'OMC, le Directeur général de la Société financière interna-

tionale (SFI), Makhtar Diop a, à l'occasion, indiqué que l'une des principales priorités de la SFI est de renforcer l'accès des petites entreprises au financement du commerce grâce à son Programme de financement du commerce mondial. Il a ajouté que le Programme avait atteint récemment le record de 6 milliards d'USD engagés dans 74 pays. Pour M. Diop, les pays africains ne peuvent tirer pleinement parti de la Zone de libre-échange continentale africaine qu'en comblant le déficit de financement du commerce sur le continent. Il a souligné qu'il était important de poursuivre la numérisation du financement pour en accroître la portée, l'efficacité et la transparence, et pour réduire les délais de traitement et le coût des transactions. « Dans un monde fragmenté, c'est le commerce qui nous unit », va assurer Diop avant de saluer l'importance des efforts déployés conjointement par les deux organisations pour traiter la question cruciale du financement du commerce, en particulier en ces temps difficiles. Du reste, il convient de noter que cet atelier bien qu'il vise les petites entreprises, donne priorité au financement des entreprises détenues par des femmes. D'ailleurs, dans cette dynamique, en 2022, l'OMC et la SFI ont organisé un cours de formation conjoint similaire sur le financement du commerce en Côte d'Ivoire.



## Développement durable au Bénin

## 33 femmes des organisations de TLP-Bénin formées

« Tournons La Page (TLP) », section Bénin a organisé ce lundi 27 Mars 2023 à Cotonou, une table ronde à l'endroit de 33 femmes des organisations de TLP-Bénin sur le thème « l'engagement civique et politique des femmes : gage d'une bonne gouvernance et d'un développement durable? » Cette activité entre dans le cadre d'une série de formation de La coordination béninoise du mouvement « Tournons la page ».

● Falco VIGNON

Offrir un cadre de rencontre, d'échanges et de réseautage aux femmes leaders intervenant dans des domaines divers et variés dans les pays d'intervention de TLP ; Mener une réflexion approfondie sur les raisons profondes qui freinent l'engagement des femmes en faveur de la promotion et de la défense de leurs droits tant civiques et politiques, qu'économiques et sociaux ; Recenser les besoins en termes d'accompagnement de ces femmes dans leur engagement civique et leur intégration au sein du mouvement TLP ; Élaborer un plan d'action pour promouvoir l'engagement civique et démocratique des femmes dans les pays ; Recenser les perspectives qui peuvent être mises en œuvre pour relever les défis mentionnés et les moyens à mettre en œuvre pour assurer la visibilité de l'engagement civique des femmes ; Élire parmi le groupe une représentante qui participera à l'atelier international des femmes leaders que va organiser TLP International. Ce sont entre autres les objectifs visés par cette table ronde, se-



lon Docteur Jean Baptiste ELIAS, Coordonnateur de Tournons la page Bénin. Pour lui, les femmes ont un rôle très important à jouer afin que nous puissions atteindre cet objectif. C'est pourquoi « Tournons La Page » appuie les pays dans lesquels se trouve ce mouvement. La table ronde entend permettre aux femmes de ces pays de pouvoir se mettre à niveau pour participer effectivement et concrètement au développement de la démocratie dans nos pays respectifs. En effet, « Tournons La Page » a pris l'engagement d'œuvrer à ce que la Démocratie rime avec l'alternance. La coalition TLP veut se faire représenter dans plusieurs pays et travailler au quotidien pour permettre à

ce que cette réalité puisse se concrétiser. Lors des échanges, un exposé organisé en direct depuis Paris a été présenté aux participants. Cette table ronde de la coalition TLP-Bénin a permis également de faire le bilan de l'engagement civique des femmes dans le pays et leur rôle dans la promotion de la démocratie. Par ailleurs, « Tournons La Page » a mis en place le projet « Protection » dans 10 pays d'Afrique francophone. L'objectif principal du projet est de promouvoir, dans ces pays, l'engagement citoyen des jeunes et des femmes tout en luttant contre le phénomène de criminalisation des militantes pro-démocraties, dans le but d'élargir l'espace démocratique à de nouvelles figures émergentes.

## Coupe du monde 2023 de rugby

## Les organisateurs espèrent un climat social « apaisé » en France en septembre

Les organisateurs d'événements sportifs en France doivent un peu se ronger les ongles en ce moment. La raison ? Les manifestations répétées contre la réforme des retraites mise en place par le gouvernement. Si le marathon de Paris va bien se dérouler normalement dimanche, selon France Bleu, la Coupe du monde de rugby arrive à grand pas, derrière, en septembre et octobre dans l'Hexagone. « Je ne suis pas devin, mais on peut espérer que d'ici [là], la situation se soit apaisée et réglée, a déclaré Jacques Rivoal, président du comité d'organisation de la Coupe du monde 2023 de rugby,

en marge de la signature d'une convention à Toulouse, futur camp de base de la sélection du Japon. On prépare une Coupe du monde, il faut prendre en compte son environnement, mais on est confiant dans le fait que les gens se retrouveront pour faire la fête pendant deux mois. » « On n'a pas pris de retard » Jacques Rivoal a indiqué que ses équipes travaillaient « très étroitement avec les services de l'Etat » en matière de sécurité et de mobilité, sans pour autant s'en alarmer outre mesure. « On n'est pas très inquiet, d'autant plus

que, dans le rugby, il n'y a à ma connaissance pas eu un seul match avec des débordements, a-t-il souligné. Il y a une culture très particulière autour des matchs de rugby. » A un peu plus de cinq mois du match d'ouverture de la compétition entre la France et la Nouvelle-Zélande, l'organisation est dans les temps, selon le dirigeant : « On n'a pas pris de retard. On avait une réunion récemment avec World Rugby et on nous a dit qu'on était même plutôt en avance par rapport à ce qui s'était passé par exemple au Japon il y a quatre ans. »

20minutes



**2**  
 ÈME ÉDITION

# FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION, DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

*Thème*

« L'intermédiation et les innovations technologiques dans les dynamiques de l'inclusion financière »



**02 > 05**  
**MAI 2023**

HÔTEL  
 02 FÉVRIER,  
 LOMÉ - TOGO

☎ (228) 93 03 36 36  
 ☎ (228) 97 67 30 30  
 ☎ (228) 22 20 38 41

support@foni.africa  
 www.foni.africa  
 f t i FoniAfrica

LE PLUS GRAND HUB FINANCIER EN AFRIQUE DE L' OUEST